



Avril 2011 / Nouvelle série / N° 166 / 1,70 €

# La Feuille Verte

## SACRÉ MOIS DE MARS !

Cet édito risque d'apparaître à ses lecteurs bien dépassé : c'est qu'en ce sacré mois de mars, l'actualité - et de quelle intensité ! - aura été bousculée comme rarement, une information chassant l'autre à un rythme soutenu - c'est encore le cas au moment (1) où l'on écrit ces lignes. Sauf nouvel imprévu, on se rappellera trois événements majeurs, sans lien objectif entre eux, mais que rapprochent leur intérêt particulier pour les écologistes et leur résonance avec les idées Vertes.

Sur le séisme et le tsunami qui ont si dramatiquement endeuillé le Japon, qu'ajouter (d'autant plus qu'il est cette fois impossible d'accuser la misère et les inégalités) à l'affirmation de notre compassion et de notre solidarité ? En revanche, il y a trop à dire sur la catastrophe nucléaire de Fukushima : on se contentera de remarquer à quel point celle-ci conforte hélas quarante années d'analyses et d'avertissements de la part d'écologistes trop souvent caricaturés en ennemis du « progrès ». Et le Japon, ce n'est pas Tchernobyl (2) : on ne nous referra pas le coup de la centrale pourrie et des techniciens sous-doués ! Il faut sortir du nucléaire, technologie dangereuse et dépassée, et s'engager sans attendre dans la voie des alternatives ; dans l'immédiat, chez nous, il faut fermer Fessenheim.

En Libye aussi, les faits donnent raison à ceux qui, comme nous, n'ont jamais manifesté la moindre ambiguïté vis-à-vis de Kadhafi et de ses semblables et ont toujours prôné l'éthique dans les relations entre États et le respect des peuples plutôt que les intérêts bien compris du commerce et de la realpolitik. Mais la guerre (il faut bien appeler ainsi ce qui se passe là-bas), que risquent en outre de faire durer les tergiversations et les dissensions des uns et des autres, met à rude épreuve le pacifisme foncier des écologistes. On posera la question - mais on se gardera bien d'y répondre : quid de la diplomatie et de la non-violence face à un fou furieux prêt à mettre son pays à feu et à sang ? Espérons au moins que se prolongera le printemps des peuples arabes, dont l'influence semble aujourd'hui gagner jusqu'à la Syrie !...

Face à ces tragédies, nos cantonales pèsent bien peu. Et pourtant, qui plus que nous peut être consterné par les traits marquants du premier tour et de ses suites : une abstention qui bat de peu brillants records ; une extrême droite revigorée, qu'on disait morte il y a deux ou trois ans ; une droite « républicaine » en voie de berlusconisation accélérée sous la houlette de son Leader de moins en moins Maximo ; et des alliés socialistes incapables de sortir de leurs vieux schémas et de leurs bisbilles internes ? Heureusement, les scores obtenus par les candidats d'Europe Écologie Les Verts sont les meilleurs jamais enregistrés par les écolos dans une élection de ce genre (EÉLV est même le seul parti à progresser en nombre de voix !) et ils témoignent d'une implantation large et durable qu'il nous revient de faire perdurer.

Gérard ROY

ISSN 1169-1190

édito

BESANÇON CTC

Dispense de timbrage.



PRESSE  
DISTRIBUTION PAR  
LA POSTE

(1) Le 22 mars.

(2) On va commémorer ce mois-ci l'explosion de cette centrale, il y a 25 ans.

## DES DÉLAIS ABERRANTS (bis)

*Décidément, le sort s'acharne sur notre Feuille Verte ! Dans le numéro du mois dernier, tout en bas de la page 2, même le lecteur le moins attentif aura tiqué devant la dernière phrase, brutalement arrêtée dans son vol par un point incongru, comme un moucheron sur un pare-brise. Au total, ce sont quelque dix lignes qui ont ainsi mystérieusement "sauté" !... Voici donc (en espérant que cette fois-ci sera la bonne !) l'intégralité de l'article en question – agrémenté (voir ci-dessous) du récit quasi picaresque des tribulations de La Feuille Verte dans les méandres postaux... Avec nos plus plates excuses, bien sûr...*

**L**es lecteurs de La Feuille Verte — du moins ceux qui suivent d'un peu près son processus de « fabrication » — ne peuvent manquer d'être étonnés par l'écart incroyable entre la date limite de réception des articles par le Comité de lecture et celle à laquelle ils reçoivent leur mensuel dans leur boîte aux lettres. Comme on vous le rappelle ci-contre, les dernières propositions sont censées arriver vers le 20 de

chaque mois (en principe un mercredi ou un jeudi) pour être lues, discutées, amendées, etc. et, après un week-end de travail pour la mise en page, La Feuille Verte est prête à partir, sauf exceptions, le lundi ou le mardi qui suit. Vous devriez donc la recevoir, en comptant largement, au plus tard à la fin de la semaine... c'est-à-dire dans les derniers jours du mois. Comme vous l'avez remarqué, c'est loin d'être le cas. Le dernier numéro, par exemple, est parvenu à ses destinataires entre le 7 et le 11 février selon les endroits, voire encore beaucoup plus tard chez certains ! Du coup — et même si notre publication n'a jamais prétendu se tenir à la pointe de l'actualité —, le décalage entre ce qui a été écrit dans les quinze premiers jours du mois et ce qui est lu dans les quinze premiers du mois suivant est dans la plupart des cas totalement rédhitoire.

Tel n'a pourtant pas toujours été le cas. Il fut un temps, pas si éloigné, où le même processus et les mêmes délais de « fabrication » assuraient une distribution aux alentours du 28 ou 29, au pire dans les tout premiers jours du mois suivant : les lecteurs

pouvaient donc espérer lire leur Feuille Verte une grosse semaine après son bouclage (ce qui n'est déjà pas rien pour un mensuel !) Aujourd'hui, compter l'avoir dans sa boîte aux lettres au bout de deux semaines tient de l'utopie.

À qui la faute ? Pas au Comité de lecture, je peux vous l'assurer. Reste... la Poste, qui ne répond pas — ou de façon dilatoire — à nos remarques et réclamations. Très « remonté » depuis un an ou deux contre ce service prétendument public<sup>1</sup>, j'en viens à me demander si — la concurrence servant en quelque sorte d'aiguillon — une Poste privatisée ferait forcément pire !... Est-il nécessaire de préciser que ce que je dis là, sous le coup de la colère, ne reflète évidemment pas la position d'Europe Écologie Les Verts ?...

**Gérard Roy**  
directeur de publication<sup>2</sup>

<sup>1</sup> L'acheminement de La Feuille Verte n'est hélas pas mon seul motif de rogne...

<sup>2</sup> Eh ! oui, tel est mon titre... Classieux, non ?...

### La Poste

## LES TRIBULATIONS DE LA FEUILLE VERTE ou Pourquoi faire simple quand on peut faire compliqué ?

**E**n déposant à la Poste le numéro de mars, j'ai demandé à l'agent qui me recevait si je pouvais avoir des explications sur les délais catastrophiques que nous constatons dans l'acheminement de La Feuille Verte. Elle m'a spontanément répondu qu'elle allait demander à son chef de venir me répondre. Tout cela très poliment : depuis le temps, nous nous connaissons, j'étais là lorsqu'elle a pris ses fonctions il y a environ six mois. Elle était formée par... la personne que j'ai vue arriver — devenue donc « chef » entre-temps —, accompagnée d'un autre « chef », de même niveau hiérarchique m'a-t-il semblé, et qui, très aimable aussi, a répondu à la question que j'avais reformulée ainsi :

« Voici notre Feuille Verte du mois de mars : je l'apporte avec un peu de retard par rapport à d'habitude, puis-je espérer qu'elle parviendra avant la fin du mois à nos abonnés ?

— Hélas, me dit le « chef », ce document sera traité immédiatement par nos

soins, c'est-à-dire qu'il partira dès ce soir pour Chelles-77. »

Chelles-77, en un seul mot, ou presque : j'ai cru un instant qu'il désignait par là un atelier particulier du centre de tri. Mes petits neurones géographiques avaient pourtant fonctionné et j'ai donc demandé confirmation :

« Vous voulez dire que les 350 numéros vont partir près de Paris ?

— Mais oui, me répond-il, dès ce soir ! Après, je ne sais pas. Je pense qu'ils ne travaillent pas le week-end, je crois même que c'est un sous-traitant de la Poste. Ça reviendra en Franche-Comté en fin de semaine, si tout va bien ; ça reviendra même ici pour ce qui concerne Besançon. »

Sa collègue reprend alors la parole pour m'expliquer que ce système s'est mis en place il y a un peu plus de six mois et que les éditeurs de presse (les gros, je suppose) ont donné leur accord pour cette procédure... Elle ajoute qu'elle et ses collègues ont bien essayé, pour une autre publication du

même type que la nôtre, de passer outre et de réaliser le tri et l'envoi eux-mêmes, mais qu'ils se sont fait taper sur les doigts.

J'ai demandé si je pouvais au moins protester auprès de quelqu'un et apporter notre témoignage ainsi que notre désapprobation devant ce système proprement insensé. Après une courte hésitation, l'un des deux « chefs » est allé chercher le numéro de téléphone d'une responsable commerciale de la Poste à Besançon. J'ai essayé de joindre ladite dame, sans succès...

À suivre.<sup>1</sup>

**Claude Mercier**

<sup>1</sup> Répétons-le : La Feuille Verte ne prétend pas (comment le pourrait-elle, d'ailleurs) suivre au plus près l'actualité. Mais quand même !... Quand vous avez lu, dans le dernier numéro, l'histoire d'Asia Bibi, il y avait déjà au moins dix jours qu'un autre « modéré » (le ministre pakistanais des minorités) avait été lui aussi assassiné pour avoir appelé à amender la loi sur le blasphème...

# LES RÉSULTATS DES ÉLECTIONS CANTONALES

## 20 MARS 2011

	<b>EÉLV</b>	<b>PS</b>	<b>Front de Gauche</b>	<b>UMP</b>	<b>FN</b>	<b>Divers</b>
<b>Doubs</b>						
Besançon Nord-Ouest	15,52	41,34	9,82	28,66		
Besançon Ouest	16,73	36,17	9,88	22,64	14,58	
Étupes	6,42	34,84	4,48	20,61	31,05	
Montbéliard Est	9,61	20,46	6,56	28,54	25,00	
Montbéliard Ouest	6,11	37,12		20,96	30,93	
Mouthe	19,76	10,61		58,89	10,74	
Ornans	10,53	24,78		60,17		
Pont-de-Roide	6,00	34,17	2,37	32,51	24,95	
Pontarlier	15,17	31,06	3,53	32,70	17,53	
Rougemont	11,30	43,18		31,61	13,91	
Roulans	14,19	31,31	8,11	28,92	17,47	
Saint-Hippolyte	7,08	27,62	1,98	49,34	13,98	
Vercel	10,86	43,21	1,81	27,91	16,20	
<b>Jura</b>						
Beaufort	16,88	41,02		23,95	18,15	
Chemin	4,21	17,28	5,57	31,87	15,82	16,37 (dvg)
Clairvaux-les-Lacs	13,29	16,06	5,72	55,22		11,26 (dvd)
Montmirey-le-Château	5,09	38,03	14,68	20,30	13,36	
Villers-Farlay	11,02		18,76	56,90	11,80	
<b>Haute-Saône</b>						
Faucogney	6,58	50,65		42,77		
Fresne-Saint-Mames	5,17	37,67		34,19	22,96	
Héricourt Est	6,64	31,99	23,25		22,38	9,58 (dvd)
Montbozon	10,73	33,16	6,07	21,35	12,93	
Vesoul Ouest	7,74	17,58	12,12	45,94		12,03 (dvg)
<b>Territoire-de-Belfort</b>						
Belfort Centre	11,88	20,37	7,09	40,15	18,08	
Châtenois	15,28	25,81	5,50	28,49	24,93	
Danjoutin	40,77		5,97	30,95	22,31	
Offemont	17,54	31,61	2,75	22,13	23,50	

## POURTANT, QUE LA CAMPAGNE EST BELLE !

**D**imanche 20 mars aura été le premier verdict pour tous nos candidats aux cantoniales. Et quelle que soit l'issue de ce premier tour, la campagne aura affermi ces militants dans l'épreuve initiatique que constitue le rituel électoral républicain.

Dure campagne, dans les zones rurales du Jura où il faut parler, roder ses arguments, affiner sa stratégie dans les salles trop souvent quasi désertes. On doit s'interroger sur cette absence des électeurs : ignorance, désaffection de la chose politique, peur d'être étiqueté, ou simplement lassitude de fin de journée ? Mais on peut aussi se poser la question d'un changement total de mode d'intervention, quand on voit le décalage entre la démarche informative du candidat, exigeante en temps et en déplacements, et l'indifférence quasi générale du public concerné.

**Et pourtant, pour les candidats d'Europe-Écologie Les Verts** que j'ai accompagnés un soir de leur campagne, je suis convaincue que celle-ci a été très enrichissante.

D'abord, par le sérieux de la préparation argumentaire : certains candidats en savent aujourd'hui

autant, voire plus que les élus sortants, sur les enjeux de la politique départementale. Quelle jouissance de voir Arnaud Jacquet « moucher » un contradicteur virulent qui dénonçait sa méconnaissance du terrain ! (Avec des relents xénophobes derrière sa cravate de cadre, le type laissait entendre que notre jeune militant était encore un étranger venu manger le pain des Jurasais.) Arnaud lui démontra qu'il connaissait non seulement le terrain, mais aussi le dossier technique bien mieux que lui. Et l'écoute a été partout respectueuse pour des exposés très solides.

**Il faut souligner aussi la qualité de l'engagement humain** de nos candidats : eux et leurs suppléants et suppléantes ont un parcours nourri d'expériences associatives ou électives qui les rend d'autant plus crédibles. Ce ne sont pas des perdreaux de l'année. J'ignorais encore tous les engagements de notre ami Philippe, qui consacre ses talents de médecin à un militantisme social, de même qu'Yves défend avec force les garanties d'une éducation nationale juste et de qualité au sein de la FCPE — et pardon à tous ceux que je ne cite pas, car leur candidature à

tous est un témoignage parmi d'autres de leur implication dans la société.

Remarquable encore, la solidarité des copains d'EÉLV pour accompagner leurs « vedettes ». Cela apporte vraiment du crédit quand une élue conseillère régionale comme Brigitte vient illustrer d'exemples concrets l'originalité et la pertinence de nos choix au sein d'une collectivité. Et même si tout le monde n'intervient pas, le fait de se retrouver, solidaires, auprès du candidat apporte à celui-ci crédit et force. À Moisse, une citoyenne qui nous avait écouté débattre de vergers pédagogiques, d'initiation des enfants à une consommation responsable, d'agriculture en lutte contre la mondialisation destructrice, le tout avec la véhémence qu'on nous connaît, a conclu : « *Je voulais savoir qui étaient les écologistes, je ne suis pas déçue.* »

**Oui, la campagne a été belle,** parce qu'elle nous a confirmés dans la pertinence de notre message, hélas tragiquement validé par le drame nucléaire du Japon. Et cette dynamique doit alimenter les échéances à venir.

Antoinette Gillet

### AGATHE

## À QUOI JOUE M. SERMIER ?

**Q**ue certains se révoltent devant le manque de concertation des acteurs d'un territoire en amont de l'annonce d'un projet de Parc national en zones humides dans la basse vallée du Doubs, je peux le comprendre ; mais aujourd'hui, sous prétexte de mécontentement, on atteint des sommets qui m'effraient !

Alors que la ministre Nathalie Kosciusko-Morizet est revenue en arrière sur ce projet en annonçant que son ministère lancera un appel à candidature aux territoires français pour la création d'un tel Parc national, et que les régions seront donc libres d'y répondre ou pas, la création de l'association AGATHE (Association garante de l'avenir du

territoire, des hommes et de l'environnement) contre la création d'un Parc national ferme toute discussion, réflexion ou concertation sur la pertinence d'une réponse à cet appel.

Que M. Sermier, député du Jura, adhère à cette association, en se « *sentant trahi par les services de l'État* » (Jura agricole du 24 février), les bras m'en tombent. Ces services de l'État ne reçoivent-ils pas des directives de leur ministre ? Et celle-ci ne fait-elle pas partie de la majorité gouvernementale UMP à laquelle M. Sermier est fier d'appartenir ? N'existe-t-il aucune discussion, interrogation ou concertation entre eux prévoyant ces confrontations régionales à l'occasion desquelles M. Sermier appa-

raît comme le « sauveur » de son territoire à quelques mois d'une élection locale ?

Il pourrait consacrer son énergie, et justement user de sa proximité gouvernementale, pour « sauver » le Haut Jura d'une menace d'extraction de « gaz / huile de schiste » aux Moussières. L'arrêté ministériel du 20 août 2010 accorde un permis exclusif (dit « Permis de Pontarlier ») de recherche de mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux à la SARL Celtique Énergie Petroleum pour le Jura et le Doubs. Mais ce réel danger environnemental, il n'en parle surtout pas : faut-il penser qu'il ne s'en soucie pas non plus ?

Isabelle Nouvellon

## LA VIGILANCE S'IMPOSE

**D**epuis la révélation, début mars, de l'existence des permis d'exploration dans le massif accordés à la société Celtique Énergie, la nouvelle a fait du bruit et l'information a été relayée à grande vitesse. C'est le risque pour certaines entreprises, soutenues par le gouvernement, lorsqu'elles veulent jouer l'opacité.

La découverte de ces permis a été faite par des coopérateurs d'Europe Écologie Les Verts. Un premier réseau se met en place et nous sommes nombreux à souhaiter le développement d'un large collectif franc-comtois de vigilance.

**Qui est Celtique Énergie** (ou *Celtique Petroleum* suivant les situations) ? Il s'agit de la plus grosse compagnie minière (charbon) du Pays de Galles. Elle cherche du gaz naturel contenu dans le charbon (en anglais CBM, pour Coal Bed Methane), dont on pense qu'il est abondant à grande profondeur dans le Jura. C'est cette société qui a déjà effectué des sondages en Suisse, notamment dans le Val de Travers, mais n'a rien trouvé de concluant.

Les progrès techniques permettent donc l'exploitation de gaz emprisonné dans les roches profondes, et non plus seulement dans les nappes de gaz. Il s'agit d'une technique dite de « fracturation hydraulique », qui consiste à injecter à très haute pression des millions de litres d'eau, accompagnés de produits chimiques et de sable, pour casser la roche en profondeur. Chaque puits peut être fracturé entre 15 et 20 fois, chaque fracturation consommant entre 7 et 28 millions de litres d'eau. Environ la moitié de ce volume est récupérée, l'autre moitié percole dans le milieu géologique jusqu'aux nappes phréatiques. Quant au gaz libéré par la fracturation, tout n'est pas récupéré et une partie s'échap-

pe... Avec la fracturation hydraulique, un puits produit parfois plus de 4 millions de litres d'eaux usées, qui contiennent souvent des sels hautement corrosifs, des éléments cancérigènes comme le benzène et/ou radioactifs comme le radium, tous pouvant être présents naturellement à des centaines de mètres sous le sol.

**Quel est le risque dans le massif du Jura ?** Il

semble que ce risque soit faible. Les potentialités ne sont pas énormes, avec des gisements relativement profonds (entre 2 000 et 3 000 mètres de profondeur). Certes, Celtique Énergie a déboursé 1 million d'euros pour obtenir ces permis d'exploration ; mais quand on sait que le creusement d'un seul puits, pour un simple sondage, revient à près de 15 millions d'euros, on relativise la dépense faite par cette compagnie. En fait, il s'agit surtout pour elle d'avoir la haute main sur un territoire, car ces permis garantissent l'exclusivité. Il est peu probable qu'une exploitation soit entreprise à court terme dans le massif.

**La vigilance s'impose malgré tout**, car s'il est légal qu'on ne fasse pas d'information publique au stade du permis d'exploration, puisqu'il ne comporte pas de travaux, le code minier impose une enquête publique au moment des autorisations de travaux. Or une ordonnance passée en douce en janvier 2011 sur la « modernisation » du code minier et rédigée par le lobby pétrolier a adouci ce code minier !

À mes yeux, l'exploitation du gaz de schiste pose trois problèmes majeurs :

\* **Celui du déni démocratique**, de l'opacité. Comment peut-on tolérer que des entreprises pétrolières puissent s'arroger 10 % du

territoire français<sup>1</sup> sans que même les maires soient au courant ?

\* **Celui, bien sûr, des atteintes à l'environnement.**

\* **Celui, enfin, du refus de regarder la réalité en face.** L'urgence est de trouver comment stocker du carbone, comment se passer des hydrocarbures, et voilà que face à la diminution des ressources, on investit massivement dans une technologie coûteuse pour aller

exploiter de nouveaux gisements, pour extraire du CO<sub>2</sub> au lieu de le stocker. Le gaz naturel issu du gaz de schiste comporte une proportion plus grande de méthane que le gaz naturel conventionnel et contribue donc encore plus au réchauffement climatique, avec des effets pires que le charbon et le pétrole !

L'exploitation du gaz de schiste est un problème mondial. Si le massif du Jura est aujourd'hui menacé de façon beaucoup moins directe que l'Ardèche ou d'autres régions de France, cela ne doit pas freiner la mobilisation locale.

François Mandil

<sup>1</sup> Superficie sur laquelle Jean-Louis Borloo, ex-ministre de l'Environnement, a accordé des permis concernant des « zones d'exclusivité » !

**Qui est Celtique Énergie ?**

**La technique dite de « fracturation hydraulique »**

**L'AFFICHE ÉCOLO SCANDALEUSE**



## VOUS AVEZ DIT « INDÉCENT » ?

« **L**es écolos en font-ils trop ? », s'interroge *Le Parisien* dans son édition du 16 mars. La question n'est pas scandaleuse et il est facile d'y répondre : peut-on raisonnablement demander à des militants, à des élus, engagés depuis quarante ans dans la dénonciation des menaces que fait peser sur l'humanité le choix du nucléaire et dans l'élaboration des politiques permettant de s'en passer, de cesser de le faire au moment même où survient une catastrophe qui bouscule toutes les certitudes ?

« *Les écolos en font-ils trop ?* » Sans polémiquer, il faut bien admettre que les journaux, eux, n'ont pas résisté à la tentation de faire ce qu'ils nous reprochent. « *Terreur nucléaire* », titre le même *Parisien*. « *Panique nucléaire* », affirme *Libération*. Quant à Günther Öttinger, le très raisonnable commissaire européen à l'Énergie, issu de la CDU allemande, il parle carrément d'« *apocalypse* » !

**Je le dis ici solennellement : l'indécence n'est pas du côté des écologistes !** Ni de Dominique de Villepin, qui a sans doute des idées derrière la tête, mais qui a raison de pointer que la France a un problème avec le nucléaire. En vérité, on n'est pas seulement dans le déni, comme il l'affirme. On est dans la connivence et la consanguinité ! Comment expliquer la présence d'Anne Lauvergeon, PDG d'Areva, et d'Henri Proglio, patron d'EDF, parmi les participants à la première réunion de crise à Matignon, sinon par la volonté, au plus haut niveau de l'État, de préserver coûte que coûte les intérêts des champions français du nucléaire ?

En quelques jours, le discours officiel a changé. On est passé de « *Aucune raison de sonner le tocsin* » à « *C'est très très grave, mais le Japon, c'est pas la France* ». Il faut décortiquer cette rhétorique simpliste et éculée, testée après Tchernobyl en 1986, combinant déni,

désinformation et tranquillisation pseudo-scientifique : soyez sérieux, ce n'est pas le nucléaire qui est en cause, c'est la déliquescence et l'impéritie de l'État russe !... Sans doute... Mais la catastrophe n'aurait pas eu lieu, ou n'aurait pas eu le même impact, si la centrale avait été

dotée d'enceintes de confinement ! Adapté à Fukushima, ça donne : « *C'est quand même scandaleux de mettre en cause le nucléaire ! C'est le séisme, puis le tsunami*

*qui ont provoqué la panne, une panne électrique qui a mis hors service de façon pratiquement simultanée les circuits de refroidissement des six tranches de Fukushima Dai Ichi !...* »

Vrai, bien sûr, sauf que la catastrophe met en évidence le vieillissement des installations (dont les enceintes de confinement n'ont pas tenu), le caractère dérisoire des procédures et des moyens de secours (des canons à eau !), et bien sûr la légèreté de TEPCO<sup>1</sup>, dont les procédures de sûreté sont aujourd'hui critiquées. (On aura noté le silence radio sur les cousinages, les coopérations entre les technocraties japonaise et française depuis... toujours).

**À cette heure<sup>2</sup>, nul ne sait si la catastrophe excédera celle de Tchernobyl** ou si, cahin-caha et moyennant l'irradiation « modérée » (il faut n'avoir que des connaissances scientifiques ridicules et méconnaître totalement l'effet de faibles doses cumulées pour utiliser ces termes) de quelques millions de personnes et de quelques dizaines de milliers de km<sup>2</sup>, on se contentera de faire une croix sur ces six tranches nucléaires. Il faudra de toute façon prendre des décisions, et pas seulement au Japon. Je veux croire qu'elles seront prises de façon plus démocratique et moins pavlovienne que celles qui le furent par le passé. Ministre de l'Environne-

ment dans le gouvernement Jospin, je n'ai pas oublié à quel point il a fallu batailler pour obtenir la fermeture de Superphénix, puis de Phénix (construit comme l'ATPu<sup>3</sup> sur une faille géologique !), et comment le projet de loi sur la sûreté et la transparence, sur lequel j'ai tant bossé, fut détricoté par les lobbies au point que j'ai refusé d'en assumer la paternité (la maternité ?). Je peux en témoigner : le consensus nucléaire est solide, à droite (on s'en doutait) et à gauche. Par intérêt (l'emploi pour le PC, les contrats pour le PS), par ignorance aussi. Ça fait mal d'entendre Pierre Moscovici, loin d'être le plus largué sur ces questions, répondre à sa collègue de parti Aurélie Filippetti, qui

encourage son parti à remettre en question les exportations de centrales nucléaires *urbi et orbi*, que « *ça ne pourra pas se faire en quelques semaines* » !

Ben si, justement, ça peut se faire tout de suite. Et ça tombe bien,

parce que les clients, hein, ils risquent de ne pas vraiment se précipiter...

**Dominique Voynet**

<sup>1</sup> TEPCO : Tokyo Electric Power Company, le plus gros producteur privé mondial d'électricité, exploitant entre autres de la centrale de Fukushima.

<sup>2</sup> Texte écrit le jeudi 17 mars.

<sup>3</sup> TPu : Atelier de technologie du plutonium, du centre CEA de Cadarache. Pour plus de précisions, voir :

[http://fr.wikipedia.org/wiki/Atelier\\_de\\_Technologie\\_du\\_Plutonium](http://fr.wikipedia.org/wiki/Atelier_de_Technologie_du_Plutonium)



Loue

## CHRONIQUE D'UNE MORT ANNONCÉE !

**A**près avoir organisé, au printemps 2010, le remake d'*Un enterrement à Ornans*, les élus et militants d'Europe Écologie Les Verts vont-ils rejouer la « Chronique d'une mort annoncée » ?

L'ensemble des observateurs regarde depuis quelques semaines avec inquiétude le niveau de la Loue, les températures de février excessivement douces et les précipitations hivernales très faibles. Or rien n'a changé depuis l'année passée, les pratiques individuelles et collectives restent les mêmes. Les stations défaillantes défaillent toujours, les pollutions diffuses s'écoulent toujours, les épandages précoces de lisier ont déjà commencé sur sol gelé, et au moment

où la plante n'en avait pas besoin pour croître.

**Mêmes causes, mêmes effets :** la Loue, mais aussi les autres rivières de notre région, comme le Doubs franco-suisse, accusent le coup et souffrent un peu plus. La seule différence — constatation assez cynique, il faut en convenir — est que la mortalité importante de l'année passée ayant vidé la Loue de 80 % de ses poissons, on n'aura pas à nouveau cette année des quantités impressionnantes de poissons morts flottant sur la rivière. On ne meurt qu'une fois...

**Ce que nous redoutions tous arrive donc :** la Loue va subir à nouveau l'assaut des polluants de toute nature, qui vont achever ce

qu'il y reste de vivant. Comme je l'ai dit lors de l'enterrement de la Loue, les poissons morts ne sont que la partie visible d'une pollution chronique et récurrente, qui ne sera pas réglée en un an. Il faudra prendre des mesures courageuses et ne plus tenir un double discours en fonction des interlocuteurs que l'on a en face de soi.

Il ne s'agit pas d'accuser les uns ou les autres, mais d'accepter la responsabilité des causes des pollutions et de les traiter. Nous n'en sommes pas au jugement, mais à la réparation. Mais pour cela, il faudra bien accepter de changer de pratiques et ne pas fermer les yeux sur ce qui nous dérange.

Éric Durand

## DES SOLUTIONS POUR ÉVITER LE PIRE

**L**a résignation n'est pas acceptable, il faut aussi proposer des solutions pour que les choses changent. Chacun a des idées sur le sujet. J'en proposerai de trois types : les solutions à court terme, à moyen terme et à long terme. Si personne ne peut prétendre pouvoir régler en quelques mois le problème de la pollution de la Loue, en revanche des mesures d'urgence peuvent être prises pour éviter les catastrophes au printemps ; et dans le même temps, nous pouvons changer nos habitudes, nos pratiques, pour retrouver à plus long terme une rivière digne de ce nom.

**Changer nos habitudes, nos pratiques pour retrouver une rivière digne de ce nom**

coles et pour répondre aux agriculteurs qui ne peuvent pas différer l'épandage des lisiers pour cause de capacité de stockage insuffisante, il suffirait de doter les villages de cuves temporaires avec achat de cuves souples (type réserve de pompier). Ces stockages permettraient d'étaler la période d'épandage et de ne plus épandre en condi-

tions météo défavorables. Ces mesures d'urgence devraient être accompagnées d'un plan de couverture des fosses à lisier et fumières, pour éviter que l'eau de pluie ne les remplisse prématurément, et d'augmentation de la capacité permanente de ces fosses pour stocker au moins cinq mois de production de lisier.

L'idéal serait que ce soit le préfet qui fixe par arrêté les dates d'autorisation d'épandage des

lisiers, par zones, selon le climat, la météo et la fragilité des milieux. Cela éviterait les pratiques de certains agriculteurs, qui ne représentent certes pas toute la profession, mais qui épandent sur sols gelés, enneigés, ou en période pluvieuse.

Parallèlement, il faut multiplier les contrôles des stations d'épuration des communes et des fromageries pour déceler les dysfonctionnements et adopter des mesures correctives rapides, et surveiller en particulier le fonctionnement des déversoirs d'orage de ces stations d'épuration. Un mauvais fonctionnement entraîne le déversement de toutes les eaux résiduaires dans le milieu naturel.

Autres mesures : réaliser une grande campagne de sensibilisation pour inciter à ne plus utiliser de détergents contenant des phosphates, chez les particuliers (lave-vaisselle, lessive) mais aussi chez

**Des solutions de court terme, rapides à mettre en place et peu onéreuses**

Concernant les épandages agri-

les industries et ateliers agro-alimentaires (fromageries, transformations, etc.) ; entreprendre sur le bassin versant de la Loue un plan de substitution de ces produits en offrant la possibilité aux habitants de faire des groupements d'achats pour acheter des produits de nettoyage sans phosphates.

### **Des solutions à moyen terme, nécessitant des investissements et des changements de pratiques**

Améliorer le fonctionnement des stations d'épuration, traiter le phosphore correctement et créer des bassins d'orage ou des réseaux séparatifs (eaux pluviales) pour traiter correctement les effluents en périodes de pluie. Les stations d'épuration ne fonctionnent pas de manière optimale en période hivernale, lorsque les températures sont basses. Il faut limiter les rejets directs dans la rivière ou les réseaux souterrains.

Limiter l'élevage sur caillebotis avec production de lisier et revenir à un « système fumier » (élevage sur litière). L'élevage des vaches avec production de lisier n'est pas une tradition, c'est un système qui ne s'est répandu que depuis une vingtaine d'années. On peut revenir à un élevage sur paille qui limite les lessivages des effluents vers nos cours d'eau et ne pose pas de problèmes de limite de stockage. Ce retour n'est certes pas aisé, la paille devant être produite le moins loin possible de nos zones d'élevage, mais on peut aussi envisager de recourir à la sciure.

Limiter au maximum (voire interdire ?) l'usage de pesticides et herbicides par les communes et autres collectivités pour l'entretien des voiries, bords de routes, espaces publics et espaces verts.

Changer les pratiques agricoles en matière de pesticides, notamment le désherbage chimique avant labours. Cela nécessite de passer des contrats de bonnes pratiques avec les agriculteurs.

Contrôler sévèrement les rejets des industriels et les sanctionner (scieries, traitement de surface, etc.).

Préserver les zones humides et les petits cours d'eau. Limiter la création d'étangs, source de réchauffement de l'eau et de dégradation de sa qualité (étangs à grenouilles...).

Rétablir les continuités sur les cours d'eau en aménageant ou en détruisant les barrages.

### **Des solutions à long terme**

Dans cette catégorie entrent les questions qui fâchent, à savoir la remise en question du système de production et d'une urbanisation non compatible avec le respect de l'environnement.

Il faudra bien se poser la question de l'adaptation du type d'élevage aux zones où il se situe. Des zones particulièrement sensibles comme les têtes de bassin et les zones de collecte des eaux supérieures doivent être considérées comme particulièrement fragiles et bénéficier d'une approche différente.

### **Tenir compte des spécificités de chaque territoire**

Ainsi, le nombre d'UGB (Unités Gros Bétail) nourries et élevées comme on le fait actuellement devra sans doute être diminué sur ces zones fragiles. Il faudra sans doute évaluer une activité humaine maximale, c'est-à-dire mesurer la pression que l'homme met sur ces territoires, en considérant le nombre d'habitants, le nombre de

vaches et de porcs, les activités industrielles. Cela ne sera pas facile, et il faudra tenir compte des spécificités de chaque territoire pour examiner les possibilités d'action ; mais ce

sera sans doute le prix à payer pour retrouver un équilibre entre la nature qui nous nourrit et notre activité humaine. La création d'activités économiques nouvelles est bien sûr nécessaire pour maintenir l'emploi sur ces territoires.

Chacun, chez soi, devra aussi modifier ses pratiques et limiter l'usage de produits chimiques pour le ménage, le jardinage ou le bricolage. Aucun produit n'est anodin, tous ont un effet sur la santé des usagers et sur l'environnement à long terme.

L'urbanisation et l'aménagement de zones d'habitation, commerciales ou industrielles sur des zones humides remblayées ou au bord des cours d'eau fragilisent considérablement leur équilibre. Les documents d'urbanisme doivent prendre en compte cette fragilité. Si l'on veut que les agriculteurs puissent avoir des pratiques vertueuses, il faut aussi cesser de leur soustraire de la terre agricole pour y installer d'autres activités.

Éric Durand

### **LE LOBBY NUCLÉAIRE COMMENTE LA CATASTROPHE...**



# LES JEUNES ÉCOLOGISTES EN CAMPAGNE POUR... 2072 ! (\*)

**A**ucune erreur de frappe dans ce titre, et vous ne rêvez pas : les Jeunes Écologistes sont bien en campagne pour... 2072. En effet, pour soutenir la campagne des écologistes à la présidentielle de 2012 sans pour autant nous impliquer dans le choix d'un candidat, sans tomber dans les pièges habituels d'un court-termisme qui nous mène droit dans le mur, sans avoir à choisir entre vote utile et propositions écolos, nous avons décidé d'appeler les élus à voir plus loin que le bout de leur mandat et de privilégier une vision à long terme de la politique.

## Il est temps !

Le constat des écologistes sur les choix effectués depuis plusieurs dizaines d'années est désormais largement partagé : nous allons droit dans le mur, épuisant nos ressources naturelles, détruisant les biens communs que sont l'eau ou l'air, nous adaptant tant bien que mal aux inégalités persistantes. Bien que la participation de tous aux décisions qui concernent la société soit intellectuellement admise, les faits montrent que les enjeux financiers, personnels et court-termistes prennent encore et toujours le pas sur des choix collectifs de vivre-ensemble.

Partout dans le monde, l'heure des écologistes semble pourtant avoir sonné. Nos propositions se font entendre avec chaque jour plus de force. Dans ce cadre, 2012

**LES JEUNES  
ÉCOLOGISTES**

sera pour nous une année phare : un véritable enjeu pour la gauche, qui devra montrer sa capacité à proposer des projets, à y faire adhérer les citoyens et à les mettre en œuvre. Une année pendant laquelle il faudra prêter attention à la résurgence d'idéologies xénophobes, nationalistes, surannées. Une année enfin pour prouver que les propositions écologistes que nous construisons et portons ensemble légitiment notre essor sur la scène politique.

## Voir plus loin

Et pourtant, 2012 ne doit pas constituer notre seule ligne de mire. Les propositions que nous élaborons aujourd'hui ne peuvent porter dès demain les fruits de nos semences. Ce n'est plus seulement de la survie de nos enfants que nous parlons, mais de la nôtre et de celle de toutes les populations de la Terre, humaines, animales et végétales, et dans un avenir proche. Nous devons avoir le courage et la patience d'affronter les difficultés, les lourdeurs, les lenteurs d'un changement systémique de modèle économique et social.

## Penser à 2072 plutôt qu'à 2012 !

Penser à 2072 plutôt qu'à 2012, c'est tout d'abord affirmer que les hommes doivent agir en pensant aux générations futures, pour assurer un développement juste, équitable et écologique de la société. C'est également formuler un véritable projet de société qui fasse encore sens dans soixante ans. Pour les Jeunes Écologistes, penser à 2072, c'est aussi affirmer que la jeunesse a son mot à dire en politique, car c'est elle qui paiera demain les décisions d'aujourd'hui. Enfin, penser à 2072, c'est faire entendre aux politiques la vraie voix de la jeunesse, celle qui s'est exprimée pendant les manifestations contre la réforme des retraites, celle qui était au sommet de Copenhague, celle qui s'inquiète pour son avenir mais qui croit encore qu'il peut être meilleur que le présent.

Cela passe par une volonté de s'affranchir de la pression médiatique d'une campagne présidentielle pour porter le débat à un niveau supérieur, et de se démarquer des promesses démagogiques, des petits arrangements, en redonnant du sens à la politique au sens noble du terme...

Concrètement, cette campagne, nous la ponctuerons d'actions, de buzz, de rires et de réflexions, pour interpeller élus, militants, candidats et citoyens, parce que la politique ne se résume pas aux cinq prochaines années ! Voyons plus loin que le bout de nos mandats, construisons ensemble l'alternative écologiste en Franche-Comté, en France et dans le monde !

**Les Jeunes Écologistes  
de Franche-Comté**

(\*) Chose promise, chose due, voici l'explication de la mystérieuse phrase "Longue vie aux jeunes écologistes... au moins jusqu'en 2072 !" qui concluait l'article annonçant la naissance des Jeunes Écologistes franc-comtois dans *La Feuille Verte* du mois dernier.



# OPÉRATION PARRAINAGE DES



**16 h 30** : les auto-mobilistes arrêtés au feu tricolore du pont Canot lèvent la tête, intrigués...

**L**es 87 platanes du quai Veil-Picard vont être abattus pour permettre au tramway de circuler. Nous ne connaissons par encore la date exacte de cet abattage, et pour cause... Normalement, les arbres devraient être remplacés, mais c'est impossible : il n'y aura pas suffisamment de place sur ce quai, ni de terre, pour que des arbres dignes de ce nom puissent y repousser.

Cet abattage est d'autant plus regrettable qu'un autre trajet de tramway était possible. On aurait ainsi évité ce « massacre » et permis à Besançon de préserver cette allée d'arbres tout en faisant circuler le tramway.

Une action de parrainage des arbres a donc été organisée vendredi 11 mars, sur le quai Veil-Picard, par Nicolas Guillemet, candidat EÉLV aux élections dans le canton ouest de Besançon, et sa suppléante Sylvie Meyer. Ce parrainage a rencontré un franc succès auprès des Bisontins.

**Cécile Prudhomme**



Au même moment, les membres de l'association Pic et Perche<sup>1</sup> nous prêtent une nouvelle fois main-forte pour grimper aux arbres et installer la deuxième banderole.

<sup>1</sup> Pic et perches est une association loi 1901, créée en avril 2006 dans le Jura par des éducateurs nature. Leur but est d'éduquer à la connaissance et au respect de la nature à travers des interventions ludiques et originales. <http://www.picetperches.fr/>

<sup>2</sup> C'est de cette façon que s'appellent entre eux les Pics et perches.



**17 h** : le ton est donné, les écolos sont dans la place !

Mission accomplie, il faut redescendre, même si, parole d'écureuils<sup>2</sup>, la vue d'en haut est magnifique.



**17 h 15** : Ceci n'est pas un platane.



**17 h 15** : Réunion au sommet entre Corinne Tissier (dite Coco), également candidate à Besançon, son suppléant Gilles Demanèche et notre trésorière régionale Catherine Thiébaut (dite La Cat).

# ARBRES DU QUAI VEIL-PICARD

## Parrainer un arbre

Nom / Prénom \_\_\_\_\_

Je m'engage à suivre l'arbre n° \_\_\_\_\_

- Pour que les arbres situés entre le pont Carnot et Port Cîteaux ne soient pas abattus  
- Pour que les arbres situés entre Port Cîteaux et le pont Battant soient replantés à l'identique.





- \* l'arbre protège contre la chaleur, il participe à la régulation des écarts de température et procure de l'**ombrage** en période de canicule.
- \* l'arbre protège contre la pluie et sert de **brise-vent** réduisant la consommation d'énergie pour le chauffage en hiver.
- \* l'arbre est un attrait pour la faune, il participe en ville au maintien de la **biodiversité**.
- \* l'arbre protège contre le bruit.
- \* l'arbre produit de l'oxygène et piège les radicaux libres : c'est un **purificateur naturel** de l'air.
- \* l'arbre a une **action thérapeutique** : des études montrent ses effets sur la réduction du stress en communiquant une impression de calme.
- \* l'arbre présente un **intérêt paysager** et patrimonial



18 h 15

Pauline Jeannin, heureuse marraine de « Tatane le platane », est fière de pouvoir serrer dans ses bras son filleul.



18 h 00

Benoît Cypriani explique aux passants — en bon pédagogue — l'intérêt de parrainer un arbre, quels arbres vont être coupés, lesquels ne seront pas remplacés, et bien sûr l'avantage de la présence des arbres en ville.



17 h 20 :  
Tiens, une flashmob !  
« Rangée de parrains » ? ( Non, non, il ne s'agit pas de la mafia locale ! )



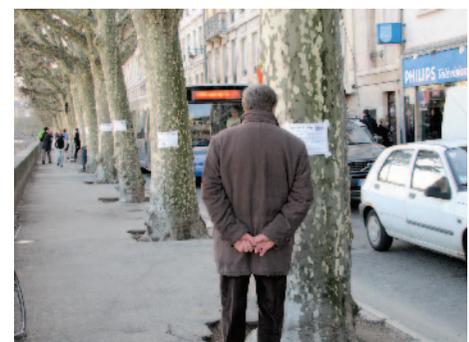
17 h 45 :  
« L'amour pour les platanes, c'est regarder ensemble dans la même direction » : ce ne sont pas Nicolas Guillemet et Françoise Presse qui nous contrediront.

18 h 10

Jean Parreaux parraine très consciencieusement son platane.

18 h 30  
les 87 platanes du quai Veil-Picard ont trouvé un parrain ou une marraine ; les passants, intrigués par les affichettes, s'arrêtent et prennent conscience du drame qui... se trame !

Le quai retrouve son calme.  
Pour l'instant...



# DIFFICILE PERCÉE SUR LE SOL FRANC-COMTOIS...

## La carte jaune ? Qu'est-ce que c'est ? Comment ça fonctionne ?

Elle s'appelle Sol : c'est une carte électronique de paiement, de couleur jaune, avec Sol écrit en vert (est-ce un hasard ?).

Le dispositif Sol (pour Solidarité) est une monnaie complémentaire qui contribue à mettre en place un système d'échanges respectueux de l'homme et de son environnement, dans le domaine de l'Économie sociale et solidaire.

Sol est une monnaie à trois facettes, trois types d'utilisation :

- **Le Sol coopération**, monnaie d'échanges pour les produits écologiques et équitables (1\_ = 10 sols) : ce dispositif, destiné aux échanges marchands, fonctionne dans ce cadre comme une carte de fidélité. Il permet de développer une économie plus humaine, soucieuse de l'environnement.

- **Le Sol affecté**, monnaie qui sert aux politiques sociales territoriales (Centres communaux d'action sociale-CCAS, comités d'entreprise, mutuelles...) : il s'agit de valoriser les actions d'une collectivité qui aide une population économiquement fragile et/ou ses agents en leur affectant une somme sur leur carte, somme permettant d'accéder à des biens ou des services (vacances, éducation, loisirs, aide alimentaire...).

- **Le Sol engagement** (une heure de bénévolat équivaut à 60 sols), monnaie d'échanges de services : cet outil est destiné à comptabiliser des échanges non marchands de temps ou de savoir-faire. Le Sol engagement reconnaît la contribution des militants associatifs au développement économique et valorise leur bénévolat. C'est un dispositif au service du lien social.

## Quels sont les intérêts de cette carte ?

C'est une carte à puce moderne et nominative (comme la carte



Exemple de carte nominative

bancaire) : une seule carte répond aux trois grandes fonctions du Sol (cf. ci-dessus).

Cette monnaie complémentaire affiche des objectifs clairs : se positionner dans le secteur de l'Économie sociale et solidaire, favoriser le développement d'un réseau d'échanges local, durable et solidaire, encourager les comportements solidaires, écologiques et responsables.

## Fonctionne-t-elle déjà ?

Ce type de monnaie complémentaire fonctionne en Allemagne, en Suisse, au Japon... et dans bien d'autres coins du monde où 98 % des échanges sont financiers.

À l'échelle nationale, elle est expérimentée en Bretagne, Alsace, Nord-Pas-de-Calais, Rhône-Alpes, Midi Pyrénées, Aquitaine, Île-de-France.

## Et dans notre région ?

La ville de Besançon a octroyé une subvention pour permettre à l'association Sol Franche-Comté de naître<sup>1</sup>. La région a également participé par le biais d'un employé aidé. Cette subvention de la ville est un ticket d'entrée dans le dispositif national géré par le Groupe Chèque Déjeuner. L'association nationale Sol a pour objectif de mettre en place, par l'intermédiaire des associations locales, cette monnaie complémentaire sur l'ensemble du territoire français.

L'association locale, grâce à l'ensemble de ses bénévoles, a construit un réseau de prestataires issus du monde de l'économie sociale et solidaire. Aujourd'hui, cette carte Sol fonctionne uniquement dans le magasin Biocoop La Canopée à Besançon.

Il me semble que l'aspect novateur de cette monnaie complémentaire suscite autant d'étonnement que d'interrogations. Il faut du temps pour comprendre le bien-fondé de ce dispositif, qui n'est pas simple à mettre en place, et admettre qu'il ne remet pas en cause la monnaie actuelle qu'est l'euro.

Cette monnaie complémentaire, comme toutes les monnaies complémentaires, représente un enjeu d'avenir. Sol concourt au développement durable, crée des liens entre les personnes, permet de lutter contre les discriminations (accès à la culture, au sport, aux loisirs...). Il n'y a pas de risque de stigmatisation, tout le monde (les solistes, porteurs de la carte Sol) utilise la même carte avec ses trois fonctions. C'est un outil qui permet de remplir une mission d'intérêt général en valorisant la participation à la vie locale et en encourageant les actions solidaires dans une collectivité.

L'association Sol Franche-Comté est aujourd'hui sans salarié : la bonne volonté des bénévoles doit être soutenue par l'ensemble des collectivités qui composent la Franche-Comté, pour que cette monnaie complémentaire puisse trouver réellement sa place sur cette « terre d'utopie et d'innovation ».

**Valérie Hincelin**,  
adjointe aumaire de Besançon,  
déléguée au Logement  
et à l'Habitat et au quartier  
d'Orchamps-Palente-Vaîtes-  
Combe Sarragosse

<sup>1</sup> [contact@solfranchecomte.com](mailto:contact@solfranchecomte.com)

# POUR UNE ÉDUCATION ARTISTIQUE AUDACIEUSE

Yann Forestier, de la commission nationale « Éducation » d'EÉLV, est venu animer une réunion-débat le 9 mars, à Besançon. En guise d'écho à cette rencontre, un coopérateur du groupe local bisontin nous livre ses réflexions personnelles sur une question qui lui tient à cœur.

**J**e souhaite, dans cette « feuille »<sup>1</sup>, partager avec vous quelques expériences et réflexions liées à mon parcours, aux croisées de l'éducation nationale (dix ans en lycée et collège), de l'éducation populaire (j'ai une formation de professeur animateur) et de l'enseignement spécialisé (enseignement et direction d'une école de musique). Sans être exhaustives, certaines expériences peuvent sans doute trouver un écho au-delà du domaine musical...

## L'harmonie des sphères

J'ai souvent déploré le manque de relations structurelles entre l'Éducation nationale, les écoles de musique et les espaces d'éducation populaire. Les seuls rapprochements ont été liés à des projets, à des personnes — directeurs, enseignants...<sup>2</sup> —, et donc aléatoires et non pérennes. Nos structures cherchent avant tout, en ces temps difficiles, à « sauver leur peau ». Au mieux, elles s'ignorent, au pire, elles voient dans l'Autre un concurrent plus qu'un partenaire. Harmoniser notre offre éducative pour améliorer le service aux publics de tous âges n'est pas la préoccupation principale du moment.

À quand des « ÉPCÉ » (Établissements publics de coopération éducative), regroupant tous les acteurs éducatifs d'un territoire, en préservant leur diversité mais en coordonnant les propositions au lieu de les superposer, à la fois en matière de ressources (humaines, techniques... et donc financières), d'offre (objectifs,

contenus, approches pédagogiques), et d'organisation (rythmes familiaux, scolaires et extra-scolaires), adaptés au contexte local ?

## La note... de frais

Les musiciens intervenant en milieu scolaire, dont le diplôme (DUMI, Diplôme universitaire de musicien intervenant) est reconnu à la fois par les ministères de la Culture et de l'Éducation nationale, devraient me contredire... Malheureusement, les enfants bénéficient trop rarement de leurs compétences. Il faut en effet que l'Inspecteur d'Académie, le directeur de leur école et un élu local donnent leur accord. Il faut surtout que les collectivités locales puissent financer les actions, l'État réduisant, voire supprimant tout simplement son soutien à l'éducation artistique (entre autres...), ce qui constitue une source supplémentaire de discriminations.

À quand une « CÉG » (Contribution éducative généralisée), garantissant une véritable égalité d'accès pour tous les enfants à toutes les formes d'éducation, imposant au secteur public (État et collectivités locales) de les financer, évitant ainsi de les livrer aux aléas des arbitrages humains, techniques ou financiers, et donc *in fine* au secteur marchand ?

## Points et contrepoints...

Pourquoi autant de statuts « particuliers » des enseignants en musique, avec des compétences parfois identiques valorisées de manière très différentes, des formations professionnelles pas toujours en phase avec la réalité des pratiques, un système de diplômes et de concours incohérent qui freine la sécurisation des emplois ?

Pourquoi les statuts d'enseignant et d'artiste (intermittent) sont-ils si difficiles à concilier ? Ne

devrait-on pas rapprocher symboliquement, au niveau d'un « pack ministériel », l'éducation, la recherche, la jeunesse et les sports, la culture et la communication ?

Pourquoi les *Orchestres à l'école* ne sont-ils proposés qu'aux enfants des banlieues et pourquoi les *Classes à Horaires Aménagés Musicales* (même décentralisées dans les quartiers...) sont-elles toujours des classes « d'exception », au double sens du terme ? Des orchestres à l'école et des horaires aménagés pour tous !... Avec l'autorisation expresse de copier sur nos voisin(e)s, en particulier sur l'Allemagne et l'Angleterre, qui ont depuis longtemps favorisé la pratique collective artistique (chorales, orchestres divers...) dans la formation globale de leurs élèves, de l'école à l'université. Pratique facilitée par la prise en compte de ces activités dans l'aménagement global du temps scolaire (en gros, la fin d'après-midi est consacrée aux activités artistiques, sportives, etc.).

Nicolas Charrière

<sup>1</sup> La « feuille », c'est aussi l'oreille du musicien...

<sup>2</sup> L'emploi du masculin dans cet article permet simplement une décroissance de « e » : chacun sait que dans le milieu enseignant et musical, il y a aujourd'hui bien plus de femmes que d'hommes !



## « POUR UNE SOCIÉTÉ ÉDUCATRICE »

Tel était le titre de l'intervention de Yann Forestier, animateur de la commission "Éducation" d'EÉLV, venu lancer le débat lors d'une rencontre organisée le 9 mars par le groupe bisontin.

On trouva forcément dommage qu'il y ait eu un loupé quant à la réservation de la salle (fermée) et que très peu des organisations invitées (syndicats, associations de parents, associations d'éducation populaire) soient venues pour discuter alors que nous espérions une bonne audience (1).

Cela n'interdit pas pour autant d'en dire quelques mots. On ne saurait ici rendre compte exhaustivement ni des propos de Yann Forestier, ni des échanges qui ont suivi, mais sans doute est-il possible de situer quelques idées fortes.

**Attendus classiquement sur les questions environnementales** auxquelles certains voudraient nous cantonner, moins sur les questions économiques pour lesquelles on nous juge assez facilement incompetents lorsque nous discutons croissance ou productivisme, nous n'apparaissions pas comme porteurs d'un discours sur l'éducation. Comme l'a souligné Yann Forestier, il est aujourd'hui indispensable que l'écologie politique s'empare de cette question. Et pas simplement parce que notre système éducatif, de la maternelle à l'université, connaît une crise, crise sur le sens de ses missions, crise aggravée par une gestion libérale et financière qui voit dans l'éducation, en premier lieu, un coût.

Produit d'une évolution historique qui a vu dans la scolarisation un moyen de former le citoyen en l'arrachant à sa famille, l'école n'a cessé d'être profondément inégalitaire : hier en ne laissant accéder que les plus méritants au cycle secondaire (relisez Camus), aujourd'hui, dans le cadre d'un accès généralisé, en produisant de

l'échec et de la violence. De réforme en réforme, les dispositifs s'empilent sans résultats probants, et les raisons de se décourager s'amoncellent pour celles et ceux confrontés au quotidien à un exercice parfois impossible.

**Dès lors, une conviction émerge** : il ne s'agit plus de réformer, mais de proposer une transformation radicale. Quelles peuvent en être les bases, sachant qu'elles devront faire l'objet d'un travail en profondeur avec tous les acteurs ? (2)

La réflexion menée au sein d'EÉLV conduit en partie à redéfinir la scolarité obligatoire, ses objectifs, son contenu, sa logique (au-delà d'idées un peu sommaires de socle commun ou de compétences).

À titre d'exemple, le secondaire s'est construit au fur et à mesure sur une logique implacable : un heure, une classe, un prof, une matière. Ce fonctionnement non seulement atomise les savoirs (en disciplines distinctes), mais aussi produit de l'éclatement, de la rupture, des absences de liens entre enseignants et élèves. Penser non plus le rapport du prof à sa matière et à son temps de cours, mais celui d'une équipe pédagogique avec le groupe classe, penser ce rapport dans la continuité d'un encadrement collectif et individuel qui permette au travail de transmission et d'appropriation des savoirs de se jouer dans le cadre de relations éducatives renforcées, voilà qui apparaît aujourd'hui un défi majeur.

Mais on le sait, développer les possibilités du travail en équipe n'est possible que dans le cadre d'une autonomie. Entre les tenants d'un jacobinisme outrancier et ceux d'une liberté totale s'exprimant dans une concurrence effrénée, comment penser l'autonomie des établissements ?

**La réflexion conduit également à penser nécessaire** qu'au-delà du temps obligatoire, chaque jeune dispose, entre 18 et 23 ans, de deux années pour une formation générale ou professionnelle, qu'il gère de manière autonome en prenant, s'il le souhaite, le temps de vivre des expériences autres, de travail, de culture, etc.

D'autres pistes sont à explorer, mais on comprend aisément que le chemin dessiné bouscule l'institution et ceux qui la font vivre, enseignants, parents, élèves ; qu'il conduit à redéfinir probablement le métier d'enseignant.

Dès lors, il ne s'agit pas, comme on le lit trop souvent, de dénoncer par avance les conservatismes : qui, dans l'exercice de son métier, est prêt à voir bouleverser sans discussion les repères qu'il a construits ? Il s'agit de définir une méthode. EÉLV choisit celle du débat là où rien n'est décidé à l'avance, là où se confrontent les projets pour permettre d'effectuer des choix.

Aujourd'hui, l'urgence de préserver les moyens du service public et de combattre le patient travail de sape de l'équipe Sarkozy obère quelque peu la possibilité de ce débat nécessaire.

**Comme l'ont noté certains participants à cette soirée**, la discussion est restée "scolaro-centré", voire limitée aux enseignants : la place de l'élève et celle des associations d'éducation populaire sont demeurées dans la pénombre. Et pourtant, les questions éducatives ne s'ouvrent ni ne se ferment seulement aux frontières de l'école. Mais comment, le temps d'une réunion, aborder l'ensemble des problèmes ?

Pour (ne pas) conclure, on peut sans doute affirmer que le *statu quo* n'est pas tenable, que l'évolution actuelle se révèle catastrophique, et qu'il nous échoit donc une impérieuse obligation d'inventer.

**Michel Boutanquoi**

**EÉLV choisit la méthode du débat, où se confrontent les projets**

**Il est indispensable que l'écologie politique s'empare de la question de l'éducation**

# LE LÉGUME ET LE BITUME

**N**e vous méprenez pas : il ne s'agit pas là d'une fable méconnue de Jean de La Fontaine, quoique le bonhomme, s'il avait vécu à notre époque, eût bien pu faire l'éloge de la résistance du brin d'herbe contre le pavé, du platane contre le tramway ou de la pelouse face à l'asphalte.

Il s'agit en fait de vous faire partager ma réflexion sur la cohabitation potentielle de la faune, de la flore et du béton... en ville. Nous vivons une période où l'animal humain est partagé entre ses instincts primaires et régressifs (« *Passez un week-end dans les arbres pour seulement 500 euros !* », « *Apprenez à cuisiner les plantes sauvages* », et j'en passe), et son désir de raffinement (des griffes, oui, mais manucurées ; un 4 x 4 pour partir à l'aventure, oui, mais avec porte-gobelets et lecteur DVD). Et en toute logique, son lieu de vie subit les mêmes ambiguïtés : finis les ronds-points tirés à quatre épingles, les massifs has been en bord de route, voici venir la mode des pelouses fleuries, ou encore de végétation spontanée. Oui, mais... toujours dans la maîtrise ! La tendance est quand même aux grandes places sobres, vides, grises, bancs en pierre de rigueur, pour aller avec le reste. S'il y a un arbre ou quoi que ce soit de chlorophyllien, c'est bien parce qu'on a décidé qu'il serait là, et pas ailleurs. Parfois même on l'encercler d'un grillage, on pose des dalles jusque sur ses racines, on coupe, on taille, on retaille. Et quand par malheur les feuilles tombent, vite, on les ôte !

## La résistance s'organise

Qui ne s'est jamais ému à la vue d'une touffe d'herbe bravant le pavé, ou d'une fleur courageuse qui apparaît à travers la fissure d'un crépi ? Levez la main, celles et ceux à qui la végétation en ville ne manque pas ? Dénoncez-vous, celles et ceux qui n'auront aucun pincement au cœur lorsque les

dizaines de platanes seront abattus sur les quais de Besançon ?

J'ai bon espoir que les choses changent. Oh, pas (seulement) parce qu'avec l'instauration d'Agendas 21, de PLU, de PADD, de SCOT, de trames vertes et autres corridors, la « Nature » est timidement réintroduite sur les trottoirs, mais surtout parce que je constate chaque jour que je ne suis pas la seule à manquer de verdure.

Si toi aussi, citoyen, tu te sens sur une « place minérale » (béton, goudron, ferraille) comme un poisson hors de l'eau, si tu te surprends à rêver que chaque lampadaire est un arbre vert, si la vue d'une pelouse, même peu ragoûtante, t'apaise, voici quelques idées pour changer tout ça. Remercions d'abord les élus écologistes qui, partout en Franche-Comté, font un travail remarquable pour tenter de réintroduire un peu de biodiversité au cœur des villes. Mais même sans être élu, chacun peut apporter sa contribution. Sans aller aussi loin que le fameux « *Cultiver son jardin est un acte politique* » de Pierre Rabhi, qui aborde davantage le versant de l'autonomie alimentaire et l'indépendance de nos concitoyens vis-à-vis de l'énorme machinerie qu'est l'industrie alimentaire, cultiver son jardin en ville devient possible.

## Revival écolo, lubie de « bobo », action sociale ?

Un jardinier est un jardinier, novice ou spécialiste, que ce soit pour se nourrir ou pour le plaisir de renouer avec la terre. Jardiner, c'est aussi créer, donner la vie, honorer un sol qui était méprisé ; jardiner a un côté « magique » que les enfants les premiers perçoivent.

Des plus utopistes aux plus pragmatiques, tout le monde s'y (re)met. Le jardin reprend peu à peu en ville une place qu'il avait perdue ces trente ou quarante der-

nières années. Malheureusement, toujours avec son image « bobo » qui lui colle à la peau...

Tout le monde connaît les jardins familiaux, anciennement ouvriers, qui égayent les périphéries urbaines et permettent souvent à des familles à faibles revenus de tenir jusqu'à la fin du mois grâce à une petite production de fruits et de légumes. Ces jardins ont d'abord une vocation alimentaire et leur prolifération dépend des besoins de la population. Ils sont coordonnés en Franche-Comté par l'Association des jardins familiaux franc-comtois (<http://jffc.jimdo.com/>), qui regroupe les comités locaux de Valentigney, Grand-Charmont, Lons, Ornans, Besançon et Beaucourt. À Besançon, 9,5 hectares y sont consacrés, propriétés de la Ville. L'Association des jardins et vergers familiaux de Besançon et environs est gérée par un conseil d'administration et des commissions de jardiniers (attribution, groupements d'achat, animation, travaux et entretien, etc.).

On connaît peut-être moins les jardins partagés, qui apparaissent de manière nette depuis quelques années, dans les cours d'école, les espaces verts de quartier et les terrains communs. Le mot d'ordre y est « convivialité » : ce n'est plus tant l'aspect alimentaire qui prédomine, c'est le lien social, la transmission des savoirs. La construction, l'entretien, la plantation, la récolte, les travaux du jardin sont à la charge de tous. L'organisation d'un tel projet peut s'avérer cahotique au début, mais promet de belles surprises. Un bon exemple à Besançon est celui de l'association Tambour Battant, qui a créé il y a bientôt deux ans son jardin partagé dans la cour de l'ancienne école rue Marulaz (<http://tbattant.free.fr/spip/spip.php?article106>). Une charte, un règlement, voire une adhésion sont mis en place, puis les JPeurs (prononcer « jipeurs », de Jardin Partagé, JP) laissent libre

cours à leur imagination. Le jardin partagé est aussi le lieu de pique-niques, de moments pédagogiques, de fêtes de quartier.

De plus en plus les villes verdissent de ces jardins collectifs, à échelle humaine et à caractère franchement hédonique. À Paris, un programme appelé « Main Verte » a été lancé par la mairie pour soutenir la création de tels jardins.

Pour les plus solitaires ou les gens qui n'ont pas accès directement à un espace en commun, pour ceux qui souhaitent cultiver un jardin mais qui n'en ont pas, voici une formule originale qui fait ses preuves : le « prêt de jardin » entre particuliers. L'idée est bonne et part d'un constat simple : beaucoup de personnes ont un jardin qu'elles ne cultivent pas, par manque de temps, de compétence ou à cause d'une mobilité réduite

(notamment les personnes âgées). Elles ne seraient pourtant pas contre le fait de voir fleurir ça et là quelques fleurs, de voir grossir de beaux légumes, ou simplement d'avoir un peu de compagnie. De l'autre côté, il y a les gens qui, habitant en ville, n'ont pas de jardin à cultiver et le regrettent. Ces personnes (de jeunes couples par exemple) verraient pourtant d'un bon œil le fait d'entretenir un jardin qui ne leur appartient pas, en partageant la récolte avec le propriétaire, et ainsi d'avoir une petite production régulière de fruits et de légumes, en plus du plaisir de jardiner. Le site [Pretersonjardin.com](http://www.pretersonjardin.com) propose donc de mettre en relation des personnes d'une même localité qui souhaitent mettre en place un partenariat de jardinage (exemple en Franche-Comté : <http://www.pretersonjardin.com/annonces/FRA>

[NCHE-COMTE.html](http://www.pretersonjardin.com/annonces/FRA)). Plusieurs rubriques sur ce site : « Recherche jardin », « Recherche jardinier » et « Service/ troc ». Ce type de site va même au-delà de sa mission initiale en mettant en relation des jardiniers qui échangent des conseils, s'apportent mutuellement de l'aide, organisent des trocs, des dons de plantes et d'arbustes.

Cette liste non-exhaustive ne revient pas en détail sur d'autres initiatives telles que les Jardins de Cocagne, les AMAP péri-urbaines, les jardins pédagogiques, ni sur les plus traditionnels jardins botaniques ou les parcs et jardins municipaux.

Le jardin comme vecteur de savoirs, comme support de lien social et d'échanges intergénérationnels a de l'avenir. À vos bêches !

Pauline Jeannin

## LA VACHE FOLLE DU MOIS

**T**iens, il y a longtemps qu'on n'a pas décerné de Vache folle !... Ce mois, on va s'y remettre, car c'est l'avalanche<sup>1</sup>. Évidemment, dans cette compétition très disputée, le sinistre pitre Kadhafi raflerait aisément toutes les médailles si on ne le mettait pas d'autorité hors-concours. Pour ne pas nous éparpiller, restons en France : les concurrents y ont fait preuve d'une inventivité indéniable et les gagnants appartiennent presque tous au même camp. Est-ce un hasard ou y développe-t-on mieux que dans l'autre l'esprit d'équipe ?...

Honneur aux dames : on n'oubliera pas de sitôt la prestation de **Chantal Brunel**, députée seine-et-marnaise et UMPiste<sup>2</sup>, déclarant à propos des immigrés du sud de la Méditerranée : « *Après tout, remettons-les dans les bateaux.* » On remarquera — pour s'en réjouir — que, même si elle l'a pensé très fort, Chantal a eu le bon goût de ne pas ajouter : « *... Et mitraillons-les au large de Malte !* » Au fait, quelqu'un se rappelle-t-il qu'il y a à peine plus d'un an, cette même M<sup>me</sup> Brunel, décidément jamais à court de bonnes et simples idées, avait proposé de... rouvrir les maisons closes ?...

Dans le même genre tout en finesse et en retenue, chacun a pu apprécier à sa juste valeur la constatation

parfaitement café-du-commercesque de **Claude Guéant**, ci-devant ministre de l'Intérieur et manifestement engagé dans un concours d'ignominie avec son prédécesseur Hortefeux : « *Les Français, à force d'immigration incontrôlée, ont parfois le sentiment de ne plus être chez eux.* » Déclaration qui n'empêche pas le pandore en chef de ne se sentir « *rien de commun avec [les] idées et [le] parti* » de la Le Pen Company Incorporated. On est prié de le croire, d'autant plus que l'UMP a fait sonner la charge pour le soutenir face aux attaques inconsidérées de la gauche et des écologistes et que Fillon lui-même s'est fendu d'un commentaire qui en dit long sur le personnage : « *Je ne m'attache pas aux tournures de phrases* »... Réjouissons-nous : il sera désormais possible de conchier allègrement les canailles de l'UMP, puisque tout ce qu'on pourra en dire de pire sera simples « *tournures de phrases* »...

Après Guéant, **Guaino, Henri** de son petit nom. On l'a moins remarqué, lui : il a fait plus soft, si l'on peut dire... Pourtant, interrogé sur RTL, le 13 mars, à propos de Fukushima, le conseiller spécial de Sarkozy n'a pas hésité à se réjouir de ce que la catastrophe au Japon « *devrait plutôt favoriser l'industrie nucléaire française* ». Pour les gens de son aca-

bit, un Boeing qui se casse la gueule, c'est bon pour Airbus, et une bonne et vraie guerre, c'est bon pour l'industrie française de l'armement. Vous avez dit « *indécent* » ?...

Ben, tiens, justement, on nous les a fait bouffer à toutes les sauces, ce mot et ceux de sa famille<sup>3</sup>. Paraît qu'ils ont été « *indécents* », les écolos, qu'ils ont lâchement profité du malheur nippon pour placer leurs billes. En tout cas, c'est ce que toute la droite a dit. Et aussi une bonne partie de la gauche — mais plus doucement, *mezzo voce*... Sauf une, bien sûr, toujours la même, la pasionaria du chabichou, la Sainte Vierge de Melle, l'étoile du Poitou, l'exaltée de Solférino, l'insupportable **Ségolène**, à qui son « *délai de décence* » vaut de figurer, en peu reluisante compagnie, dans notre palmarès. Avec en prime la médaille spéciale « *Tête à claques* ». Et ça, ce n'est pas une « *tournure de phrase* ».

Gérard Roy

<sup>1</sup> On notera que j'ai le tact de ne pas dire « le tsunami »...

<sup>2</sup> Les fins connaisseurs de ce charmant département auront remarqué le pléonasme : la Seine-et-Marne a élu en 2007 neuf députés UMP sur ses neuf circonscriptions, dont les sympathiques J.-F. Copé et C. Jacob. Vous aviez prévu des vacances par là-bas ?...

<sup>3</sup> Voir aussi dans ce numéro l'article de Dominique Voynet (p. 6).

# Communiqués de presse du Réseau Sortir du Nucléaire

## Le Réseau Sortir du nucléaire déploie le triomphalisme déplacé et l'incompétence du président Sarkozy

**A** lors que des millions de Japonais souffrent dans leur chair du tremblement de terre et du tsunami qui ont ravagé la côte est du Japon le 11 mars, et que les coeurs de trois réacteurs nucléaires incontrôlables sont entrés en fusion, provoquant des explosions et des rejets radioactifs massifs, Nicolas Sarkozy fanfaronne sur la sûreté du réacteur EPR en affirmant que « *si un Boeing 747 s'écrase sur une centrale, le réacteur n'est pas touché* ».

Le Réseau Sortir du nucléaire a pourtant rendu public en 2003, avec d'autres associations, un document « confidentiel défense » d'EDF, démontrant que le réacteur nucléaire EPR ne résisterait pas au crash d'un avion de ligne<sup>1</sup>, pas plus qu'aucun autre réacteur nucléaire au monde.

Le Réseau Sortir du nucléaire souligne combien il est insensé de vanter la sécurité d'un réacteur qui n'a jamais fonctionné et dont les défauts de construction sont légion. L'EPR est surtout connu pour ses retards à la livraison, des surcoûts qui se chiffrent en milliards d'euros et l'utilisation prévue d'une quantité record de combustible au plutonium, qui en ferait le réacteur le plus dangereux au monde s'il devait jamais voir le jour.

Non, Monsieur le Président, la nationalité d'un réacteur ne change rien à sa dangerosité structurelle.

Évoquant l'industrie nucléaire française, le Président a déclaré : « *Si on est les plus chers, c'est parce qu'on est les plus sûrs.* » Nicolas Sarkozy doit ignorer la dernière révélation d'EDF : 19 réacteurs français possèdent des générateurs de secours qui ne démarreraient pas en cas de besoin. À coup sûr, il ignore aussi que la catastrophe nucléaire japonaise a été déclenchée par la défaillance de générateurs de secours et des injections de sécurité.

Nicolas Sarkozy se distingue à nouveau par son cynisme et son

incompétence en matière de nucléaire.

Plus que jamais, il est temps de sortir du nucléaire !

<sup>1</sup> Document téléchargeable à cette adresse : <http://www.sortirdunucleaire.org/sinformer/themas/epr-confidentiel/DGSNR-EDF.pdf>

\*\*\*\*\*

## 25 ans de Tchernobyl 25 jours d'actions internationales du 2 au 26 avril Changeons d'ère, sortons du nucléaire

26 avril 1986 - 26 avril 2011 :  
25 ans de mensonges  
de l'industrie nucléaire,  
de l'Organisation mondiale  
de la Santé (OMS)  
et des autorités.

**A**vec l'ouverture de Tchernobyl au tourisme, certains aimeraient reléguer la catastrophe dans le passé. À nous de rappeler que la catastrophe de Tchernobyl est toujours une réalité et que Tchernobyl continue de tuer. À nous de rappeler que le nucléaire, en France et dans le monde, constitue plus que jamais une menace pour les êtres humains et l'environnement. À nous de rappeler que, partout dans le monde, les énergies alternatives progressent plus vite que le nucléaire, et n'attendent que d'être développées.

Éviter un Tchernobyl, en France ou ailleurs, c'est possible... si la France s'autorise enfin à remettre le nucléaire en question et à se pencher sur les alternatives.

Alors que tous les partis se préparent pour les élections de 2012, faisons entendre notre voix et imposons le nucléaire dans le débat.

Le 1<sup>er</sup> avril, le Réseau « Sortir du nucléaire » lancera officiellement cet événement.

**Du 2 au 26 avril, mobilisons-nous !** Organisons pendant tout le mois d'avril des actions et des événements sur le nucléaire et ses alternatives. Participons notamment l'action phare Opération

« Tchernoville ».

Prenons part à la tournée des témoins du nucléaire et des porteurs d'alternatives coordonnée par le Réseau en organisant une soirée-débat.

Manifestons notre refus du nucléaire devant l'installation nucléaire la plus proche lors du week-end de Pâques (23 et 24 avril), en organisant une action : sit-in, die-in, happening, blocage symbolique, flash-mob, etc.

Mobiliser, dénoncer et montrer que des alternatives crédibles existent, tels seront les objectifs de ces 25 jours d'actions.

Toutes les informations :  
<http://www.chernobyl-day.org/>

\*\*\*\*\*

## Opération nationale « Changeons d'ère, sortons du nucléaire »

**Agissez maintenant pour diffuser UN MILLION de brochures partout en France**

**Vous avez un peu de temps ?**

Commandez gratuitement des brochures « Changeons d'ère, sortons du nucléaire » pour informer votre entourage.

**Vous avez un peu d'argent ?**

Participez au financement de l'impression et de la diffusion des brochures.

Si vous êtes imposable, votre souscription est déductible de vos impôts : **un don de 40 € ne vous en coûtera en fait que 13 et nous permettra de diffuser 100 brochures !**

**Agissez dès aujourd'hui :**  
<http://www.sortirdunucleaire.org/ere-souscription>

Réseau «Sortir du nucléaire»  
Fédération de 875 associations,  
agrée pour la protection de  
l'environnement  
[www.sortirdunucleaire.org](http://www.sortirdunucleaire.org)  
tél : 04 78 28 29 22  
fax : 04 72 07 70 04  
9 rue Dumenge  
69317 Lyon Cedex 04

# coopérer

# adhérer

[www.eelv.fr](http://www.eelv.fr)

Pour adhérer **ou** coopérer **ou** faire un don, vous pouvez soit vous rendre sur le site [www.eelv.fr](http://www.eelv.fr) (paiement sécurisé par carte bancaire), soit renvoyer ce coupon par courrier à l'adresse indiquée – les chèques doivent être libellés à l'ordre de : Association de financement Europe Écologie - Les Verts (AFEELV).

**J'adhère** **ou**  
**au parti**  
**politique**

voir grille de cotisation ci-dessous

**Je rejoins** **ou**  **Je fais un don**  
**des coopérateurs** des 20 €

Cette grille de cotisation présente le niveau de cotisation attendu en fonction de votre revenu mensuel. Les niveaux de cotisation présentés ci-dessous sont indicatifs, et laissent la possibilité à chacun de tenir compte de sa situation personnelle, familiale et sociale du moment.

REVENU MENSUEL	COTISATION ANNUELLE
< 1200 €, précaires, étudiants...	36 €
1 200 €	55 €
1 300 €	80 €
1 400 €	100 €
1 600 €	120 €
1 800 €	160 €
2 000 €	200 €
2 300 €	230 €
2 500 €	250 €
2 800 €	300 €
> 3 000 €	

cotisation annuelle correspondant au moins à 0,8 % de votre revenu annuel

- J'accepte de recevoir des SMS de la part d'Europe Écologie – Les Verts
- J'accepte de recevoir des courriels de la part d'Europe Écologie – Les Verts
- Je m'abonne au journal d'Europe Écologie – Les Verts (6 euros / an)  
*(chèque séparé ou abonnement par carte bancaire en ligne sur <http://www.vertabonnetment.info>)*

- Rappel : en adhérant, coopérant ou en faisant un don, vous bénéficiez d'une déduction fiscale égale à 66 % du montant de votre versement.
- La loi limite à 7500 €, par an les versements effectués à un parti politique par un particulier.
- Possibilité de payer en plusieurs fois ou par prélèvement.
- Adressez-vous à votre région.
- Votre adhésion sera effective dès réception de votre paiement et après enregistrement par les instances d'Europe Écologie - Les Verts de votre région, ce dans un délai maximum de deux mois.
- Conformément à la loi, vous disposez d'un droit d'accès aux données vous concernant en vous adressant à [donneespersonnelles@eelv.fr](mailto:donneespersonnelles@eelv.fr).

<b>Région</b> .....	<b>OM OF</b>
Nom .....	Prénom .....
Numéro, rue .....	Code postal .....
Commune .....	Tél .....
Courriel .....	Date de naissance .....
<b>Adhérent</b> <b>ou</b> <b>Coopérateur</b> <b>ou</b> <b>Donateur</b>	
Montant de ma cotisation : .....	Montant de ma contribution : .....
..... euros	..... euros
<b>Signature</b>	

# donner



# EUROPE ÉCOLOGIE LES VERTS

14 rue de la République, 25000 Besançon - 03 81 81 06 66 - [secretariat.lesvertsfc@gmail.com](mailto:secretariat.lesvertsfc@gmail.com)

Santé (1)

Pub interdite pour les bijoux en pierre : celle-ci est sans vertu thérapeutique contre la constipation, les insomnies ou le diabète. En revanche, sous forme de pavé en pleine tronche, elle est radicale contre la connerie.

Santé (2)

Selon une étude américaine, cunnilingus et fellation augmenteraient les risques de cancer de la bouche. Va falloir se faire tatouer des avertissements sur le sexe.

Hey, man !

L'Ouzbékistan lance une campagne contre les « *musiques de Satan* » : le rock et le rap. Pour le rock, c'est peut-être un poil abusif, mais un pays qui n'aime pas le rap n'a pas totalement mauvais goût...

Pub

Avec la réforme (pourtant vraiment pas radicale !) de l'affichage publicitaire, les pubeux redoutent l'« *éradication* » de leur profession. Si seulement ils pouvaient avoir raison ! Le monde ne sera vraiment heureux que quand le dernier fils de pub aura été pendu avec les tripes du dernier « créatif ».

Vichy

Strauss-Kahn, « *ce n'est pas la Haute-Loire et c'est pas ces racines-là* » (Laurent Wauquier). « *Ce n'est pas [...] l'image de la France des terroirs et des territoires, celle qu'on aime bien, celle à laquelle je suis attaché* » (Christian Jacob). Ces enfoirés se donnent un mal fou pour

**UN MOIS, ÉMOIS, ET MOI**

nous faire aimer DSK ! En ce qui me concerne, y a encore du boulot...

Hips !

Consommation d'alcool en hausse dans les pays musulmans. Et cette enclume de Kadhafi qui rendait la drogue de Ben Laden responsable du bordel ambiant !

Maternité

Une femelle albatros de 60 ans a pondu et couvé un œuf dont est né un oisillon ! C'est malin ! On imagine la tronche du paf quand sa mère ira le chercher à l'école et que les autres lui diront : « *Y a ta mémé qui t'attend* »...

Effervescence

Rama Yade crée son propre club politique... Vous sentez le bouillonnement qui monte ?...

Loisirs

En 2010, les Français ont battu leur record de temps passé devant la télé : 3 h 32 par jour en moyenne. Pendant ce temps-là, Finlandais et Scandinaves sont champions du monde de lecture. Échangerai maison jurassienne contre cabane sur cercle polaire.

Locomotive

Augmentation incessante et rapide de la fréquentation des trains régionaux dans le Jura suisse. Vraiment pas modernes, ces Helvètes !

Dieu vivant

L'empereur Akihito du Japon, qui s'exprime très rarement, l'a fait pour dire qu'il priaait « *pour la sécurité du plus grand nombre* ». Ça doit leur faire une super-belle jambe, aux Japonais. Et puis dans leur malheur, ils ont de la chance : le nôtre, de Sarkohito, c'est tous les jours qu'il l'ouvre.

Brutal

Selon un pape poutinien (pléonasme ?), la catastrophe subie par le Japon lui a été « *envoyée par le Seigneur en riposte à ses actions fautives* ». Ben dis donc, quand il riposte, le Seigneur, il n'y va pas de main morte !

Dingues

Interview de Kadhafi à la branche allemande de RTL : « *C'est mon ami, mais je crois qu'il est devenu fou. Il souffre d'une maladie psychique. C'est ce que disent son entourage et ses collaborateurs.* » Un type (qui plus est, un connaisseur en « *maladies psychiques* ») qui parle ainsi de Sarkozy ne saurait être totalement mauvais.

NKM

Par arrêté du 3 mars, Kosciusko-Morizet a délivré à la Fédération nationale des chasseurs l'agrément comme association de « *protection de l'environnement* » ! On attend l'agrément donné aux labos Servier comme protecteurs de la santé et à l'Union syndicale des journalistes sportifs comme protecteurs de la langue française.

Gérard Roy

Cécile**COUP DE GUEULE, COUP DE CŒUR**

À quelques jours d'intervalle, j'ai eu successivement envie de la passer à la moulinette et de lui dédier une odelette : finalement, je ne ferai ni l'un, ni l'autre.

Cécile Duflot — car c'est d'elle qu'il s'agit —, notre Cécile europécologiste-verte, celle dont je me dis parfois qu'elle ne serait après tout pas la pire candidate à la présidentielle (surtout si se confirme celle qui se profile, suivez mon regard...), m'a d'abord hérissé le poil avec sa dernière trouvaille pseudoféministe. Dans un courrier adressé fin février au Conseil fédéral, elle a cru judicieux de pulvériser le

record de crétinerie, dans ce domaine où les écolos excellent, en parlant d'elle-même en ces termes : « *Pour laquelle qu'une comme moi...* », le pronom *quelqu'un* sonnait désormais bien trop macho dans un parti qui fait du pseudoféminisme lexical le *nec plus ultra* de son expression.

Fort heureusement, je n'étais pas encore venu à bout des bouffées de chaleur consécutives à cette intolérable atteinte à la langue française et au simple bon sens qu'arrivait l'antidote : le 27 du même mois, au *Grand Rendez-vous Europ 1 - Le Parisien*, Cécile piquait une saine colère contre le président socialiste de la région de Bretagne qui venait de déposer plainte contre France Nature Environnement<sup>1</sup>, et déclarait tout de go : « *Jean-Yves Le Drian, c'est un escroc.* » Comme si ça ne suffisait pas, elle récidivait

début mars en traitant de « *débile* »<sup>2</sup> Chantal Brunel, la députée UMP qui propose qu'on remette les immigrés dans des bateaux. Dernière sortie (provisoirement, du moins) : sur RMC, le 18 mars, notre cheftaine<sup>3</sup> juge que Claude Guéant a « *une façon puante de faire de la politique* ». Je ne sais pas vous, mais moi, entendre un ou une politique qui ne manie pas la langue de bois<sup>4</sup>, ça me rend tout guilleret. Viens, Cécile, que je t'embrasse.

Gérard Roy

<sup>1</sup> À la suite de la campagne d'affiches de FNE sur les pollutions agricoles.

<sup>2</sup> Oui, je sais, c'est pas bien, et j'enguirlandais mes élèves quand je les entendais employer entre eux cette insulte...

<sup>3</sup> Il ne vous plaît pas, mon féminisme ? Vous le trouvez un peu scout ?

<sup>4</sup> Y compris chez nous. Ça vous arrive de lire les communiqués de nos porte-parole ?

**Daniel Feurtey**,  
maire de Danjoutin,  
a été élu conseiller général  
du Territoire-de-Belfort.  
Avec Éric Alauzet, la Franche-Comté  
compte désormais deux conseillers  
généraux (sur un total de 117).



**Les candidats  
du pays de  
Montbéliard**

ont reçu le soutien de  
Malika Benarab-Attou,  
députée européenne,  
puis de la sénatrice Alima  
Boumediene-Thiery.  
*Ici : Brigitte Mulat, Samuel  
Jenningros, Malika Benarab-  
Attou, Bernard Lachambre,  
Catherine Lutz, Marc Gaudard,  
Tassadit Taharount, Kader  
Mahmoudi et Odile Joannes.*

**Claire  
Rousseau**  
(19,6 % dans  
le canton de  
Mouthe !) a  
organisé un tour  
du canton à  
vélo avec Pierre  
Bourgeois, son  
suppléant.



À Dampierre-sur-Linotte,  
**Frédéric Weber**  
(de dos, debout)  
en réunion publique  
avec Dominique Gaffard  
et Franck Petit.  
Frédéric a réussi une  
belle percée avec 10,73%  
des voix dans le canton  
de Montbozon.